



PROCÈS-VERBAL du Conseil Communautaire du Jeudi 06 octobre 2016 à 18 h 00 à la salle des fêtes à Pont de Barret

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 39

Nombre de conseillers présents : 29

Nombre de procurations : 7

Étaient présents :

Mesdames : S. BERNARD, C. MOULIN, M. MARTIN, N. BLANC, P. HOFFMANN, A. LACHENS, G. MORENAS, F. SIMIAN, M. MAILLIAT GALLIANO.

Messieurs : D. ARNAUD, E. BOUVIER, G. CUER, G. BOMPARD, P. CHALAMET, J-P. FABRE, L. VINCENT, J-M. AUDERGON, J-P. BERNON, O. CADIER, F. GRESSE, M. ROUSSET, R. PALLUEL, P. ESPIE, J-P. LEMÉE, H. BOFFARD, A. DE LESTRADE, F. MUCKE, S. TERROT.

Étaient absents et avaient donné pouvoir:

Madame NELSON Nadia (pouvoir à BLANC Nicole)

Madame PRIOTTO Christine (pouvoir à GRESSE Francis)

Monsieur BARBE Marc-André (pouvoir CUER Gérard)

Monsieur BOURSALY Jean (pouvoir à MAILLIAT GALLIANO Monique)

Monsieur KOHLER Rémi (pouvoir à BERNON Jean-Pierre)

Était absent et représenté par son suppléant :

Monsieur BRUN Daniel (Suppléant PUTOUD Pierre)

Étaient absents, ainsi que leurs suppléants et avaient donné pouvoir à un conseiller communautaire:

Monsieur BERRARD Philippe (pouvoir MUCKE Franck)

Monsieur TIXIER André (pouvoir DE LESTRADE Alain)

Étaient absents

Monsieur JOST Frédéric

Monsieur MAGNIN Yves

Monsieur REYNAUD Philippe

1 - Ouverture de la séance

Le Président, J-M. AUDERGON, accueille les conseillers communautaires.

J-M. AUDERGON donne la parole à Robert PALLUEL, Maire de Pont de Barret.

R. PALLUEL souhaite la bienvenue sur la commune de Pont de Barret et présente quelques éléments clés. La population se stabilise après avoir bien progressée. Ce sont surtout des jeunes : Sur 650 habitants, 120 sont des élèves du primaire et des collégiens. La commune a réhabilitée une ruelle (conduite d'eau et calade) qui sera inaugurée le 25 octobre. Le raccordement postal est terminé. La commune a pris un peu de retard sur l'agenda d'accessibilité, mais elle a obtenu une dérogation. Les travaux estimés à 70 000 €, seront échelonnés.

Les bureaux d'ENERTECH (conception de bâtiment à basse consommation) seront inaugurés le 18 octobre à 11H30.

D'ici 2018, un centre de secours du SDIS sera construit sur la commune, les interventions seront étendues à Félines sur Rimandoule, Soyans et Puy Saint Martin.
Cet été, comme certaines communes, Pont de Barret a été touchée par la Pyrale du buis, la solution a été d'éteindre l'éclairage public.

J-M. AUDERGON informe que Fabien TEXIER, conseiller communautaire de Dieulefit installé le 22 septembre a déposé sa démission comme il l'avait expliqué. Monsieur Rémi KOHLER, absent ce soir, le remplace et sera installé lors du prochain conseil communautaire.

Le Président, J-M. AUDERGON procède à l'appel des présents. Le quorum étant atteint, le Conseil pourra délibérer valablement.

J-M. AUDERGON demande à l'assemblée d'observer une minute de silence en hommage à Marc GIRAUDIER et Gérard GIRY.

Il demande à Francis GRESSE et Dominique ARNAUD de prononcer quelques mots.

F. GRESSE dit que M. GIRAUDIER a été le principal du collège durant 30 ans. Il a participé au jumelage avec Lich, à la vie du football. Maintenant il était au club de bridge, à la boule des as. Il a été conseiller municipal durant 3 mandats. C'était un homme investi et de conviction.

D. ARNAUD explique que G. GIRY, agriculteur à la retraite, était une figure de la commune d'Aleyrac. Il était adjoint depuis 1971. C'était une personne dévouée et de bon sens. Il va beaucoup manquer à la commune.

2 - Approbation du procès-verbal du 22.09.2016

J-M. AUDERGON demande s'il y a des questions concernant le procès-verbal du 22.09.2016.

Francis GRESSE souhaite rajouter 2 éléments de ce qu'il a dit et qui n'a pas été retranscrit :

« Depuis quelques temps force est de constater que le service s'est amélioré et nous l'avons souligné, certes il reste encore à faire et c'est plutôt sur une consolidation du service que je me serai orienté. » ;

« Les considérations idéologiques par rapport aux grandes sociétés nationales et internationales spécialisées dans ces services ne sont pas une raison suffisante à mon avis pour démanteler un service qui semble avoir trouvé ses marques ».

Le procès-verbal du 22 Septembre est approuvé à l'unanimité des conseillers communautaires présents (1 abstention : Anne LACHENS absente lors du conseil communautaire).

J-M. AUDERGON demande à ce que soient modifiées 2 délibérations (n°62 à la suite du comité des maires et la n°64 modification de date pour la DRAC) et rajoutés trois points à l'ordre du jour relatifs à :

- Indemnités du Président et des Vice-présidents.
- PIG du pays de Dieulefit-Bourdeaux - Demande de subvention.
- Signature d'un contrat avec le Collectif Craie dans le cadre du CTEAC.

Le Conseil accepte à l'unanimité des conseillers communautaires présents que soient rajoutés ces points à l'ordre du jour.

3 - Modification des statuts de la Communauté de Communes Dieulefit-Bourdeaux

Un document a été envoyé à tous les conseillers communautaires.

J-M. AUDERGON explique que la CC a reçu un courrier du Préfet en date du 9 août 2016 pour nous demander une mise en conformité des statuts à la suite de la loi NOTRe. Les modifications doivent avoir lieu avant le 1^{er} janvier 2018. Les conseils municipaux devront aussi se prononcer. Pour arriver à ce qui va être présenté, il y a eu beaucoup de discussions avec la Préfecture, de relecture des statuts de la part de Patricia, puis un travail en Comité des Maires et des ajustements faits suite au comité.

Un diaporama est projeté.

P. STADLER présente les nouveaux statuts. Elle informe qu'il y aura deux délibérations : une pour les statuts et une pour définir l'intérêt communautaire.

Les communes auront 3 mois pour délibérer sur les statuts à compter de la notification, il est donc demandé aux communes d'inscrire ce point à un prochain conseil municipal.

A. DE LESTRADE demande si pour l'assainissement on pourra laisser les syndicats actuels gérer.

J-M. AUDERGON répond qu'à ce stade de la réflexion tous les scénarios sont envisageables et qu'un diagnostic devra être réalisé. On va demander à un bureau d'études d'établir un état des lieux car chaque commune a une situation différente. On va se doter d'outils pour prendre des décisions.

P. STADLER indique qu'elle a déjà pris contact avec le SIEA et d'autres intercommunalités déjà engagées dans la réflexion.

R. PALLUEL rajoute que pour la compétence eau et assainissement soit les syndicats disparaîtront, soit on signera des conventions, soit on créera un syndicat mixte qui sera sur plusieurs 2 CC. Le SMBRJ réfléchit avec DrômeRhône pour créer un syndicat mixte. Mais ce sera les EPCI qui décideront.

O. CADIER demande pour la compétence "Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage", on doit créer une aire ?

J-M. AUDERGON répond que non, c'est une compétence qui nous coûte rien.

Délibération n°61/2016 :

Le Président, J-M. AUDERGON, explique que la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe), réorganise les compétences des collectivités territoriales et renforce le degré d'intégration des communautés de communes en leur attribuant de nouvelles compétences échelonnées dans le temps. Ainsi de nouvelles compétences obligatoires sont dévolues, au 1^{er} janvier 2017, aux communautés de communes.

Compétences obligatoires	Date du transfert
Nouvelle compétence économique	01/01/2017
Collecte et traitement des déchets	
Accueil des gens du voyage	
Urbanisme (sauf opposition dans le délai de 3 mois avant le 27/03/2017)	27/03/2017
GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations)	01/01/2018
Eau	01/01/2020
Assainissement (collectif, non collectif et gestion des eaux pluviales)	
Nouvelles compétences optionnelles	Date d'effet
Maisons des services publiques	01/01/2017
Eau	01/01/2018
Assainissement	

Les EPCI à fiscalité propre existantes au 9 août 2015, date d'entrée en vigueur de la loi, doivent modifier leurs statuts pour se conformer aux dispositions de la loi NOTRe. Si une communauté de commune ne s'est pas mise en conformité avant la date prévue, elle exercera la totalité des compétences obligatoires et optionnelles prévues à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le Président, rappelle que la délibération devra être notifiée au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur la modification envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Le Président donne lecture des nouveaux statuts.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents :

- **APPROUVE la modification des statuts de la Communauté de Communes Dieulefit-Bourdeaux modifiant, annexées à la présente délibération ;**
- **TRANSMET la présente délibération au maire de chaque commune membre de la Communauté de Communes du Pays de Dieulefit, pour que chaque conseil municipal se prononce sur ce transfert de compétence dans les conditions prévues à l'article L.5211-17 du Code Général des collectivités territoriales ;**
- **AUTORISE le Président à signer toutes les pièces utiles à cette décision.**

4 - Statuts de la Communauté de Communes Dieulefit-Bourdeaux - Définition de l'Intérêt communautaire

Un document a été envoyé à tous les conseillers communautaires.

Délibération n°62/2016 :

Le Président, J-M. AUDERGON, explique que la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe), réorganise les compétences des collectivités territoriales et renforce le degré d'intégration des communautés de communes en leur attribuant de nouvelles compétences échelonnées dans le temps. Ainsi de nouvelles compétences obligatoires sont dévolues, au 1^{er} janvier 2017, aux communautés de communes.

Les EPCI à fiscalité propre existantes au 9 août 2015, date d'entrée en vigueur de la loi, doivent modifier leurs statuts pour se conformer aux dispositions de la loi NOTRe et définir l'intérêt communautaire.

Depuis la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale, l'intérêt communautaire est désormais de plein droit déterminé ou modifié par délibération du Conseil Communautaire à la majorité des 2/3 de ses membres.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5214-16 ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes Dieulefit-Bourdeaux ;

Considérant que l'intérêt communautaire est défini par le Conseil Communautaire à la majorité des deux tiers de ses membres ;

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents :

- **DECIDE de définir l'intérêt communautaire, comme suit :**

Compétence : 1/ Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

Sont d'intérêt communautaire :

- Elaboration, suivi et mise en œuvre des politiques contractuelles d'aménagement et de développement du territoire.
- Assurer le maintien et le développement des activités agricoles et forestières sur le territoire communautaire.
- Animation, coordination, création et entretien des sentiers de randonnées.
- Etudes et réalisation de la véloroute voie verte de la vallée du Jabron et élaboration du dossier d'enquête publique correspondant.

Compétence : 1.1 - Schéma de COhérence Territoriale et schémas de secteurs

Est d'intérêt communautaire :

- Schéma de COhérence Territoriale et schémas de secteurs

La Communauté de Communes Dieulefit - Bourdeaux assurera la mise en œuvre ou la représentation du territoire pour l'étude, l'élaboration, l'approbation, la révision, la publication et le suivi du SCOT (ou autre Schéma directeur) et des Schémas de secteurs.

Compétence : 6.1 - Actions générales en matière d'environnement et de cadre de vie d'intérêt communautaire.

Sont d'intérêt communautaire :

- Appui et soutien aux communes gérant des espaces naturels sensibles sur le territoire.
- Etude, création et gestion d'équipement collectif visant à limiter la consommation d'énergie et à favoriser l'utilisation des énergies renouvelables, dans les projets incluant un équipement appartenant à la Communauté de Communes.
- Réalisation d'actions de sensibilisation et d'information visant à limiter la consommation d'énergie et à favoriser l'utilisation des énergies renouvelables.

Compétence : 6.2 - Gestion et entretien des cours d'eau non domaniaux d'intérêt communautaire.

Sont d'intérêt communautaire :

Les cours d'eau et leur bassin versant suivants : Lez, Jabron et Roubion.

Compétence : 7/ Politique du logement et du Cadre de Vie

Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions ; par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.

Sont d'intérêt communautaire :

- Elaboration, coordination et animation d'un Programme Local d'Habitat (PLH).
- Elaboration, coordination et animation d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), de Programmes d'Intérêt Général (PIG), ou de toute autre procédure ou programme en matière de logement à l'échelle du territoire qui pourrait les remplacer ou les compléter.
- Participation à la mise en place de la Plateforme Locale de Rénovation Energétique (PLRE) dans le cadre du TEPOS/TEPCV à l'échelle du SCOT

Compétence : 8.2 - Création, aménagement, gestion et entretien de l'ALSH à vocation intercommunale, pendant les vacances scolaires et les mercredis hors vacances.

Sont d'intérêt communautaire :

- l'accueil de loisirs dénommé "Ferme Saint Pol" à La Bégude de Mazenc
- l'accueil de loisirs à Bourdeaux
- ainsi que toutes nouvelles créations.

Compétence : 8.3 - Création, aménagement, gestion et entretien des structures d'accueil petite enfance.

Sont d'intérêt communautaire :

- le multi-accueil Petite Enfance à La Bégude de Mazenc,
- le multi-accueil Petite Enfance à Bourdeaux,
- le multi-accueil Petite Enfance à Dieulefit,
- ainsi que toutes nouvelles créations.

Compétence : 8.4 Participation au fonctionnement de structures multi-accueil petite enfance hors de la Communauté de Communes mais recevant des enfants de la Communauté de Communes.

Est d'intérêt communautaire : le multi accueil Petite Enfance à Grignan.

Compétence : 8.6 - L'organisation et la gestion des activités jeunesse d'intérêt communautaire

Sont d'intérêt communautaire :

- la gestion, l'aménagement et l'entretien de l'accueil 11/18 ans au Mille Club à Dieulefit ou tous lieux qui viendraient s'y substituer ;
- l'organisation de séjours de vacances pour les 11/18 ans du territoire de la Communauté de Communes ;
- l'animation sociale de proximité et les actions de prévention pour les 12/18 ans et 18/25 ans du territoire de la Communauté de Communes, en lien avec la structure d'accueil 11/18 ans.

- AUTORISE le Président à signer toutes les pièces utiles à cette décision.

5 - Le point sur la Commission "Aménagement de l'Espace - Développement Économique"

5.1- Point sur la commission.

R. PALLUEL informe que les travaux sur le PAE à Boulagne ont pris un peu de retard notamment avec l'entreprise SPIE mandatée par le SDED pour réaliser les travaux d'électrification.

Il informe ensuite sur l'avancée du Contrat de rivière porté par le SMBRJ. L'avant-projet du contrat de rivière a été présenté à la MISEN en préfecture. La DREAL a soulevé la question de l'acquisition de foncier. Ce sera certainement un point que l'on retrouvera dans leur rapport.

Concernant la véloroute voie verte, l'enquête publique est finie et l'enquêteur a rendu son rapport au Préfet avec ses remarques. Si l'arrêté est favorable la procédure de défrichement sera lancée (5 000 m² sur 20 kilomètres). On a commencé à négocier pour acheter des parcelles. Pour la section de La Bâtie Rolland à Dieulefit, il reste encore un gros travail à effectuer : tracé, impact faune et flore, travail avec les mairies, les associations ; soit encore 3 à 4 années d'études.

6- Le point sur la Commission "Agriculture - Gestion de l'Espace - Environnement"

Il n'y a pas de points à traiter.

7 - Le point sur la Commission "Petite Enfance-Jeunesse"

7.1- Aménagement et investissement pour le Multi accueil Souffle d'Eveil - Demande de subvention auprès de la CAF.

Délibération n°63/2016 :

Michèle MARTIN, Vice-Présidente en charge de la commission "Petite enfance-Jeunesse" rappelle que la Communauté de Communes, est compétente en matière de : Création, aménagement, gestion et entretien des structures d'accueil petite enfance (enfants de moins de 6 ans).

Elle explique que la structure multi-accueil " Souffle d'éveil " à La Bégude de Mazenc, rayonne sur le secteur ouest du territoire, secteur dynamique au plan démographique. Des travaux d'extension sont nécessaires afin de répondre au besoin de garde des parents, plus de 20 demandes ne sont pas satisfaites. La capacité passerait de 16 à 25 berceaux. À ces travaux, seront également intégrés les aménagements nécessaires à la mise en place de la fourniture des couches et repas pour les familles et les aménagements relatifs à la création d'un espace polyvalent pour les actions parentalités et le Relais d'Assistante Maternelles (RAM).

Coût total de l'opération

Travaux compris honoraires :

- Travaux pour extension à 25 places	428 181.87 €
- Travaux local cuisine satellite	89 469.15 €
- Travaux local couche	15 656.06 €
- Travaux espace polyvalent RAM/LAEP	39 595.09 €
TOTAL travaux	572 902.15 €HT

Aménagement des espaces :

- Aménagement de l'extension à 25 places	22 294,91 €
- Aménagement de la cuisine satellite	1 217,56 €
- Aménagement de l'espace polyvalent RAM/ LAEP	4 437,09 €
TOTAL aménagement	27 949,56 €HT

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents :

- **VALIDE le montant de l'opération;**
- **SOLLICITE auprès de la CAF l'attribution d'une subvention d'investissement;**
- **MANDATE le Président pour formuler la demande de financement auprès de la CAF et signer toutes pièces utiles à cette décision.**

8 - Le point sur la Commission "Solidarités-Habitat"

F. SIMIAN informe que le CLIC se réorganise (les CLIC de la Drôme deviennent des Pôles de Coordination Autonomie Prévention. Michèle CAMPBELL est responsable de tout le sud Drôme. Les animations se poursuivront dans la mesure du temps de l'animatrice. Le département réfléchit à une maison de l'autonomie.

Cette semaine a lieu la semaine Bleue, dédiée aux seniors.

A. LACHENS dit que mardi à la Halle a eu lieu une journée avec projection d'un film, débat, atelier informatique, coloriage mandala, chants, danse .. et pique-nique partagé en partenariat avec le CLIC, le CCAS de Dieulefit, l'Oustalet, des associations de Dieulefit et de Le Poët Laval. Une belle participation réunissant 100 personnes.

8.1- PIG du Pays de Dieulefit - Bourdeaux - Demande de subvention.

Délibération n°66/2016 :

F. SIMIAN, Vice-présidente en charge de la Commission "Solidarités - Habitat" rappelle que la Communauté de Communes a mis en place une animation / suivi du PIG sur le Pays de Dieulefit - Bourdeaux en 2015 et 2016, préalablement à la mise en place d'un premier PLH (Programme Local de l'Habitat) sur le territoire. Dans ce cadre, au 30/09/2016 on compte : 29 dossiers subventionnés : 16 dossiers en économie énergie et 13 en adaptation.

Elle propose de poursuivre cette mission sur l'année 2017 ce qui permettra de poursuivre la dynamique engagée sur le territoire en matière d'habitat et d'accompagner les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs dans leurs projets afin de bénéficier des subventions de l'ANAH et du Département de la Drôme :

- aide aux propriétaires occupants à faibles ressources pour des travaux permettant l'amélioration énergétique (dans le cadre du programme Habiter mieux), l'adaptation au vieillissement, au handicap ;
- réhabilitation des logements locatifs privés très dégradés dans le cadre du conventionnement des loyers et des charges maîtrisées (performance énergétique de qualité).

F. SIMIAN propose de confier cette mission à SOLIHA qui assurera des permanences, le suivi des dossiers (visites, conseil, montage des dossiers à l'ANAH et réalisera des outils de communication pour un montant de 15 083.40 € TTC, financés comme suit :

Plan de financement prévisionnel

- Région Auvergne Rhône-Alpes 50%	7 541.70 €
- Communauté de Communes 50%	7 541.70 €

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents :

- **APPROUVE la mise en place d'une animation / suivi du PIG sur la Communauté de Communes Dieulefit - Bourdeaux ;**
- **SOLLICITE auprès de la Région Auvergne Rhône-Alpes l'octroi d'une subvention d'un montant de 7 541.70 €, représentant 50% de la dépense ;**
- **AUTORISE le Président à signer toutes pièces utiles à cette décision.**

9 - Le point sur la Commission "Tourisme"

9.1- Point sur la commission

É. BOUVIER informe que la mairie de Dieulefit a fait une demande pour le passage en catégorie 1 de l'Office de Tourisme pour garder le label station classée de tourisme.

La CC a rencontré la mairie de Dieulefit et l'office de Tourisme le 9 juin dernier pour en discuter, une estimation de 9 000 € nous avait été donnée. Mais, elle a été revue à la hausse le jour même pour 14 000 € (coût de la certification de l'OT).

Il a été décidé que la CCDB portera le passage en catégorie 1, mais il y aura un transfert de charges pour Dieulefit d'un montant de 9 000 €.

É. BOUVIER indique qu'un courrier sera adressé à la mairie et à l'Office de Tourisme.

10 - Le point sur la Commission "Culture-Patrimoine"

F. SIMIAN indique que 2 documents ont été envoyés par mail ultérieurement (bilan CTEAC et les actions à venir).

Elle explique que la 2^{ème} période a démarré en octobre 2016 avec le Collectif Craie et une résidence auteur-jeunesse sera lancée début 2017.

Les actions portent sur des publics spécifiques (sénior et jeunes) avec des interventions auprès du Resto du cœur, l'arbre vert, le foyer picard, les Eschirous, l'Oustalet, le service jeunesse et l'accueil de loisirs. Le Collectif Craie propose des ateliers fanfare éphémères, théâtre, chant, corps en mouvement.

Dans la continuité de la "Randonnée artistique", il est également proposé des invitations villageoises. Il sera proposé à 6 villages des jumelages pour former 3 couples. Des ateliers de pratiques artistiques seront proposés aux habitants de 3 villages. Puis une restitution des ateliers et une rencontre inter-villages se déroulera dans les 3 autres villages.

En décembre 2017, aura lieu "le Grand Barouf", une présentation publique d'une œuvre écrite et composée par les artistes du Collectif Craie, qui retracera toutes les actions menées sur le territoire.

F. SIMIAN informe que le Collectif Craie est rémunéré pour 12 semaines avec 4 personnes (comprend les salaires, l'hébergement, le matériel, frais de déplacement ...).

O. CADIER demande si dans les 4 personnes le sociologue est compris.

F. SIMIAN répond que non.

J-M. AUDERGON dit que le sociologue est là pour analyser, observer.

10.1- Demande de subvention dans le cadre du C.T.E.A.C.

Délibération n°64/2016 :

Fabienne SIMIAN, Vice-présidente en charge de la Commission "Culture-Patrimoine", rappelle que la Communauté de Commune est engagée dans un Contrat Territoriale en matière d'Education Artistique et Culturelle initié par la Drac Rhône-Alpes, contrat validé par le conseil communautaire d'octobre 2014.

Les actions de ce contrat ont un co-financement Etat, Région, Département, Centre National du Livre et CCDB.

Jusqu'à présent ce contrat a permis de soutenir des projets locaux en année 1 puis d'accueillir des artistes en résidence en année 2.

L'année 3 se déroulera d'octobre 2016 à octobre 2017 et permettra de:

- programmer des petites formes artistiques dans les villages,
- organiser des ateliers en direction des publics cibles (écoles, maison de retraites, personnes fragilisées, etc.)
- proposer des interventions pour les habitants de villages
- rassembler les participants aux actions menées autour de créations collectives

Plan de financement prévisionnel des actions octobre 2016 - octobre 2017 :

Dépenses

Résidences auteur et spectacle vivant :	51 500 €
Compétences artistiques locales dédiées :	4 400 €
Matériel :	2 000 €
TOTAL :	57 900 €

Recettes

État:	41 982 €
dont 11 982 € au titre de la subvention 2015 déjà versée et 30 000 € au titre de la subvention 2016	
Région (solde de la subvention déjà obtenue)	10 000 €
CDRA-Région matériel (solde de la subvention déjà obtenue)	367 €
CCDB	5 551 €
TOTAL:	57 900 €

Pour information : le Conseil Départemental verse 10 000 € directement au Collectif Craie dans le cadre de la résidence spectacle vivant.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents (6 ABSTENTIONS : J-P. BERNON, O. CADIER, F. GRESSE, R. KOHLER, C. MOULIN, Ch. PRIOTTO):

- VALIDE le plan de financement ;
- VALIDE, dans ce cadre, une demande de subvention à l'Etat via la DRAC d'un montant de 30 000 € au titre de l'aide 2016 ;
- AUTORISE le Président à signer toutes pièces utiles à cette décision.

10.2- Signature d'un contrat avec le Collectif Craie dans le cadre du C.T.E.A.C.

Délibération n°65/2016 :

F. SIMIAN, Vice-présidente en charge de la Commission "Culture-Patrimoine", rappelle que la Communauté de Commune est engagée dans un Contrat Territorial en matière d'Education Artistique et Culturelle initié par la Drac Rhône-Alpes, contrat validé par le conseil communautaire d'octobre 2014.

Les actions de ce contrat ont un co-financement État, Région, Département, et CCDB.

Jusqu'à présent ce contrat a permis de soutenir des projets locaux en année 1 puis d'accueillir des artistes en résidence en année 2 dont une résidence spectacle vivant avec les artistes du Collectif Craie.

L'année 3 se déroulera d'octobre 2016 à octobre 2017 et permettra de :

- Programmer des petites formes artistiques dans les villages,
- Organiser des ateliers en direction des publics cibles (écoles, maison de retraites, personnes fragilisées, etc.),
- Proposer des interventions pour les habitants de villages,
- Rassembler les participants aux actions menées autour de créations collectives.

Afin de mettre en œuvre les actions liées à la résidence artistique spectacle vivant et de poursuivre la dynamique engagée, il est proposé la signature d'un nouveau contrat avec le Collectif Craie d'un montant de 40 000 € TTC.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents (6 ABSTENTIONS : J-P. BERNON, O. CADIER, F. GRESSE, R. KOHLER, C. MOULIN, Ch. PRIOTTO):

- AUTORISE le Président à signer un contrat avec le Collectif Craie.

11 - Le point sur la Commission "Gestion des déchets"

Il n'y a pas de point à traiter.

12 - Le point sur la Commission "Finances-Personnel"

H. BOFFARD informe que l'on commence à travailler sur le budget 2017.

On va essayer de renégocier 2 emprunts car les taux baissent.

12.1- Indemnités du Président et des Vice-présidents - Supprime et remplace la délibération n°28/2015 du 9 avril.

Délibération n°67/2016 :

H. BOFFARD, Vice-président en charge de la Commission "Finances – Personnel", explique que suite à la démission du Vice-président, Monsieur Laurent MASSON en tant que conseiller municipal

le 08 août 2016, le Conseil Communautaire dans sa séance du 22 septembre 2016 a désigné une nouvelle Vice-présidente en la personne de Madame Michèle MARTIN.

Il explique qu'il convient de fixer les indemnités du Présidents et des Vice-présidents et rappelle que les indemnités maximales votées par le Conseil Communautaire, pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président sont déterminées par un décret en Conseil d'Etat par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale, déterminée en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président, correspondant soit au nombre maximal de vice-présidents qui résulterait de l'application des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-10 à l'organe délibérant qui comporterait un nombre de délégués déterminé en application des III à VI de l'article L. 5211-6-1, soit au nombre existant de vice-présidences effectivement exercées, si celui-ci est inférieur.

Il rappelle que le Conseil Communautaire dans sa séance du 10 mars 2016 a décidé de porter à 8 le nombre de vice-présidents, conformément à l'article L5211-10 du CGCT, sans augmentation de l'enveloppe indemnitaire.

L'article L 5211-12 du CGCT fixe le montant mensuel maximal des indemnités de fonction, à savoir pour la Communauté de Communes Dieulefit-Bourdeaux :

- Le président de la Communauté de Communes peut percevoir une indemnité de fonction maximale représentant 41.25% de l'Indice Brut mensuel 1015.
- Les Vice-Présidents de la Communauté de Communes peuvent percevoir une indemnité de fonction maximale représentant 16.50% de l'indice Brut mensuel 1015.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré et l'unanimité des conseillers communautaires présents (1 ABSTENTION : M. MARTIN):

- FIXE les indemnités du Président et des Vice-Présidents à compter du 23 septembre 2016 comme suit :

Indemnité mensuelle du Président, Mr J-M. AUDERGON : 29.40 % de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mr M-A. BARBE : 7.35% de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mr P. CHALAMET : 7.35 % de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mme F. SIMIAN : 7.35% de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mr R. PALLUEL: 0 % de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mme M. MARTIN : 7.70% de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mr Ph. BERRARD : 7.35% de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mr É. BOUVIER : 14.70 % de l'indice Brut 1015

Indemnité mensuelle du Vice-Président, Mr H. BOFFARD : 7.35% de l'indice Brut 1015

- FIXE le versement des indemnités du Président et des Vice-présidents mensuellement ;

- AUTORISE le Président à signer toutes pièces utiles à cette décision.

13 - Le point sur la Commission "Travaux-Bâtiments-DSP"

P. CHALAMET indique que cet après-midi, le SDED a rendu son rapport sur le suivi énergétique des bâtiments de 2012 à 2015. 2 interrogations sont soulevées :

- La Ferme St Pol : la consommation du bois a augmenté de 102% (peut-être souci de programmation).
- Eclairage public sur les ZA, la consommation électrique a augmentée.

14 - Délibération du Bureau

Délibération du Bureau 03/2016 : Aide à l'investissement des entreprises – Octroi de subventions.

Le Vice-président en charge de la commission "Aménagement de l'espace – Développement économique", après avoir effectué le compte-rendu des avis lors de commission du 13 septembre 2016 et relatif au dossier suivant :

- Dossier « Restaurant - Bar » - Elodie Reynaud et Jérôme Courtois – Montjoux – Reprise du restaurant – bar de La Paillette.

Montant de la dépense prévisionnelle : 21 958 € HT

Montant de la subvention sollicitée : 3 294 €

Avis de la commission : Avis favorable pour un montant de 3 294 €

- Dossier « Menuiserie Desgranges » - Christophe HEZARD – Dieulefit – Reprise de la menuiserie.

Objet de la demande : Acquisition d'une soudeuse - ébavureuse.

Montant de la dépense prévisionnelle : 30 000 € HT

Subvention sollicitée : 3 750 €

Avis de la commission : Avis favorable pour un montant de 3 750 €

Le Bureau après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **DÉCIDE** d'attribuer les subventions ci-dessus désignées aux bénéficiaires et ce jusqu'au montant maximum indiqué.

- **AUTORISE** le Président à signer une convention attributive de subvention et toutes pièces utiles à cette décision.

15 - Questions diverses

- Mutualisation avec le Département

C. MOULIN informe qu'une réunion a lieu lundi 10 octobre à 11h00 au sujet de la mutualisation dans le cadre de la régie d'un espace pour le camion de collecte OM.

- Festival BD

S. BERNARD informe que le Festival BD a lieu les 15 et 16 octobre à La Bégude de Mazenc.

- Vernissage Maison de la Céramique

F. SIMIAN informe que vendredi 07 Octobre à 18h30 aura lieu le vernissage de l'exposition Emmanuel Peccatte.

- Comité des Maires

Le prochain Comité des Maires a lieu le jeudi 17 novembre à Rochebaudin pour discuter des PLUI avec le CAUE.

- Démat

J. QUINQUETON explique que beaucoup de communes sont passées à la dématérialisation, qui permet un gain de temps.

Concernant les factures électroniques, les collectivités seront impactées dès le 1^{er} janvier 2017. Les entreprises seront obligées de déposer les factures sur une plateforme Chorus Pro. Au début, seules les grandes entreprises (EDF, orange..) et les collectivités y seront contraintes.

Une réunion est organisée le jeudi 20 octobre après-midi à Poët Laval pour les secrétaires de mairies.

Le Conseil est clos à 20h05

ALEYRAC	ARNAUD Dominique	
LA BÉGUDE DE MAZENC	BERNARD Sophie	
	BOUVIER Éric	
	CUER Gérard	
	MOULIN Corinne	
BÉZAUDUN SUR BINE	BOMPARD Guy	
BOURDEAUX	CHALAMET Patrick	
	MARTIN Michèle	
COMPS	FABRE Jean-Pierre	
CRUPIES	VINCENT Lionel	
DIEULEFIT	AUDERGON Jean-Marc	
	BERNON Jean-Pierre	
	BLANC Nicole	
	CADIER Olivier	
	GRESSE Francis	
	HOFFMANN Patricia	
	LACHENS Anne	
	MORENAS Geneviève	
EYZAHUT	SIMIAN Fabienne	
LE POËT LAVAL	MAILLIAT GALLIANO Monique	
PONT DE BARRET	PALLUEL Robert	
	ESPIE Patrick	
ROCHEBAUDIN	LEMÉE Jean-Paul	
LA ROCHE ST SECRET	PUTOUD Daniel	
SALETTES	BOFFARD Henri	
SOUSPIERRE	DE LESTRADE Alain	
TEYSSIÈRES	MUCKE Franck	
TRUINAS	TERROT Serge	